

DOLOREUX, David et DIONNE, Stève (2007) *Évolution d'un système local d'innovation en région rurale. Le cas de La Pocatière dans une perspective historique (1827-2005)*. Québec, GRIDEQ, 214 p. (ISBN 978-920270-84-8)

Nathalie Gravel

Volume 52, numéro 146, septembre 2008

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/019611ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/019611ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gravel, N. (2008). Compte rendu de [DOLOREUX, David et DIONNE, Stève (2007) *Évolution d'un système local d'innovation en région rurale. Le cas de La Pocatière dans une perspective historique (1827-2005)*. Québec, GRIDEQ, 214 p. (ISBN 978-920270-84-8)]. *Cahiers de géographie du Québec*, 52(146), 368–369. <https://doi.org/10.7202/019611ar>

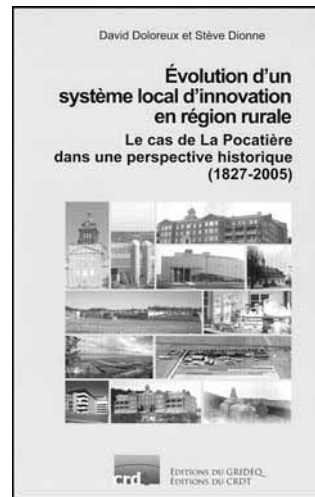
vue. C'est en outre confondre l'effet et la cause: les structures spatiales sont étroitement liées à la dynamique économique. Prétendre qu'un rééquilibrage spatial soit possible sans politique redistributive simultanée relève de l'illusion, voire du cynisme.

Pire, si l'aménagement du territoire va dans le sens de la dynamique économique et spatiale naturelle, il se substitue alors à d'éventuelles actions des acteurs privés, créant, de ce fait, un effet d'aubaine où la collectivité paye des aménagements que ceux-ci auraient en définitive, financés.

Si au contraire cet aménagement prétend aller contre une telle dynamique, il risque alors de gaspiller des fonds pour essayer de rééquilibrer un espace que l'économie continue de déséquilibrer en permanence; action qui s'apparente aux vaines tentatives pour remplir le Tonneau des Danaïdes.

Or, telle est apparemment la position actuelle de l'Union européenne. Quoi de plus absurde en effet que de transférer des fonds en direction des régions défavorisées, via le Fonds européen de développement régional (FEDER), tout en creusant par ailleurs les inégalités économiques et spatiales au moyen de choix politiques résolument libéraux? On eut aimé que ce livre, au lieu de pointer – rarement et du bout des lèvres – ce type de contradiction et de lui opposer des études empiriques franchement peu convaincantes, se livrât à une véritable critique théorique du concept de polycentrisme et de ses implications sur les politiques d'aménagement du territoire, comme semblait le promettre son titre.

Thierry Rebour
Institut universitaire
de formation des maîtres d'Amiens



DOLOREUX, David et DIONNE, Stève (2007)
Évolution d'un système local d'innovation en région rurale. Le cas de La Pocatière dans une perspective historique (1827-2005). Québec, GRIDEQ, 214 p. (ISBN 978-920270-84-8)

Ouvrage de référence faisant la synthèse de l'histoire institutionnelle de la ville de La Pocatière, ce livre de David Doloreux et Stève Dionne met l'accent sur la trajectoire historique de développement d'un système local d'innovation. Sa particularité? Être situé en milieu rural, soit en dehors des régions métropolitaines qui, d'ordinaire, sont les hauts lieux de l'économie du savoir. D'écriture efficace, ce livre dévoile les processus d'élaboration du tissu institutionnel local ayant permis l'émergence de ses deux pôles technologiques primordiaux, soit l'agroalimentaire et les technologies physiques. Les auteurs démontrent que l'accumulation de savoirs innovants, le soutien institutionnel à l'innovation, la formation de l'élite locale grâce aux institutions d'enseignement supérieur et la proximité géographique, dans un processus itératif d'échanges de connaissances et de collaborations interinstitutionnelles et interentrepreneuriales, ont dynamisé la petite ville qui est devenue Carrefour de la nouvelle économie en 2000.

Cet ouvrage, qui ne présente pas les résultats d'une recherche originale, mais qui fait le tour de la littérature historique existante, contribue par son effort de classification des grandes étapes de la vie institutionnelle de la ville de La Pocatière à une meilleure compréhension du poids de l'histoire dans l'explication du développement de son système local d'innovation. Quatre périodes sont identifiées : la première en est une de mise en place des institutions (1827-1911), période initiale avec la fondation du Collège de Sainte-Anne-de-La-Pocatière (1827) et celle de la première École d'agriculture au Canada (1859). La deuxième phase (1911-1962) en est une de « croissance et de rayonnement des institutions agronomiques » marquée par la création de la Ferme expérimentale fédérale (1911). La troisième (1962-1995) est associée à des ruptures, à une diversification économique et à la création du pôle technologique tandis que la Faculté d'agriculture déménage sur le campus de l'Université Laval et que la Ferme expérimentale ferme ses portes. Assurant la sauvegarde du capital social (le savoir-faire collectif et associatif) et des infrastructures, le Centre de développement bioalimentaire du Québec (CDBQ) voit le jour à même les locaux laissés vacants. La quatrième phase (1995-), quant à elle, bat encore son plein et consiste en une période de « redéploiement et de complexification des éléments du système d'innovation ». Celle-ci est marquée par la création de l'Agrobiopole du Bas-Saint-Laurent (2003), structure qui chapeaute les fonctions de recherche, formation et transfert technologique dans le secteur bioalimentaire. La même période est caractérisée l'incertitude économique provenant de la forte dépendance de l'obtention de contrats par Bombardier, division Transport en commun, principal employeur de la région avec quelque 1000 travailleurs.

Que serait La Pocatière sans Bombardier ? Les auteurs ont-ils raison de ne pas s'inquiéter de son avenir ? Est-ce que les pôles technologiques sauraient soutenir le taux d'employabilité de la région si cette division perdait ses

avantages concurrentiels à l'échelle mondiale ? La forte demande en innovations physiques de la part de la compagnie Bombardier, locomotive de ce pôle, pose la question de la durabilité du système local d'innovation. Il s'avère pertinent de demander en quoi un développement économique fait par et pour l'élite offre-t-il stabilité et permanence dans le temps. On peut questionner la solidité de la base populaire de ce qui est souvent vu comme une région gagnante.

Nathalie Gravel
Université Laval



MOTTE, Alain (dir.) (2007) *Les agglomérations françaises face aux défis métropolitains*. Paris, Economica, 272 p. (ISBN 978-2-7178-5354-4)

En 2004, la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) a lancé un appel à la coopération métropolitaine en France. Concrètement, cela voulait dire que les communes et agglomérations étaient appelées à se constituer en « aires métropolitaines » et à proposer un plan, ainsi que des objectifs, pour mener à bien un tel projet. Si ce mandat paraît vague, c'est parce qu'il l'est. C'est aussi parce que chaque territoire est différent, part